



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE
portant modification des prescriptions applicables
aux installations de la société France Récupération Recyclage, à La Crau.

Le Préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L181-14, R181-45 et R511-9 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Evence RICHARD préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-44 / MCI du 16 septembre 2021 portant délégation de signature à M. Serge JACOB, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1999 autorisant la SARL France Récupération Recyclage, dont le siège social est situé avenue de Bréguet, ZAC de Gavary, à La Crau, à exploiter une installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage située à la même adresse ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 25 mai 2012, 9 septembre 2013 et 28 septembre 2015 portant mise à jour du classement des installations de la société France Récupération Recyclage ;

Vu les courriers des 19 avril 2019 et 14 janvier 2020 par lesquels la société France Récupération Recyclage sollicite plusieurs modifications de ses conditions d'exploitation ;

Vu le rapport du 30 août 2021 de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, unité départementale du Var ;

Vu les observations de l'exploitant à la lettre du 20 septembre 2021, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Considérant qu'il convient d'actualiser l'autorisation de l'établissement France Récupération Recyclage de La Crau au regard des évolutions de la nomenclature et de ses conditions d'exploitation ;

Considérant que les modifications envisagées ne sont pas substantielles au regard des conditions et critères définis à l'article L181-14 du code de l'environnement ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à sauvegarder les intérêts protégés mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

ARRÊTE :

Article 1er:

Le tableau répertoriant les rubriques de classement, figurant à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1999 modifié portant autorisation d'exploiter des installations de la société France Récupération Recyclage, située avenue de Bréguet, ZAC de Gavary, à La Crau, est annulé et remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Niveau d'activité	Régime	Statut
2710-1.a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes	24 t	A	Droits acquis (APC 28/09/2015)
2710-2a	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets : Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 600 m ³	1 000 m ³	E	Droits acquis (APC 28/09/2015)
2711	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur à 1000 m ³	1200 m ³	E	
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	1 500 m ²	E	Droits acquis (APC 28/09/2015)
2712-2	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage autres que ceux visés au 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m ²	500 m ²	A	Droits acquis (APC 28/09/2015)

Rubrique	Libellé de la rubrique	Niveau d'activité	Régime	Statut
2712-3.a	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport, tels que définis à l'article R543-297 du code de l'environnement, pour l'entreposage, la surface de l'installation étant supérieure à 150 m²	500 m²	E	Droits acquis (APC 28/09/2015)
2712-3b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R543-297 du code de l'environnement, pour la dépollution, le démontage ou la découpe	500 m²	E	Droits acquis (APC 28/09/2015)
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 1000 m²	7 000 m²	E	Droits acquis (APC 28/09/2015)
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	25 tonnes	A	Droits acquis (APC 28/09/2015)
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	300 tonnes/jour (broyage)	A	Droits acquis (APC 28/09/2015)
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	300 tonnes/jour (broyage)	A	Droits acquis (APC 28/09/2015)

Article 2 :

La présente décision sera notifiée à l'exploitant.

En vue de l'information des tiers, une copie de l'arrêté de prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de La Crau et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de La Crau pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture du Var et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée au maire de La Crau.

Fait à Toulon, le - 6 OCT. 2021

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Serge JACOB